

UNION ROYALISTE

FABRICE O'DRISCOLL
Candidat d'Union Royaliste

29 ans. Marié.

Cadre de Société
Diplômé de l'Institut d'Études Politiques.
Docteur en Histoire Contemporaine.

Jean de LAUNOY
Suppléant

25 ans – Marié.
Formateur en Langues et
en Alphabétisation

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Alors que les luttes de clan ruinent l'État et morcellent notre société, alors que notre pays , la France , est menacée par les impérialismes et les hégémonies, on nous dit, ici et là, que tout ira mieux après ces nouvelles élections législatives.
Et pourtant, ces élections ne sont-elles pas aujourd'hui à l'image de cette sorte de guerre civile larvée que nous subissons quotidiennement par l'affrontement perpétuel des idéologies anachroniques auxquelles on voudrait nous convertir ?
Dans la deuxième circonscription d'Indre et Loire, la majorité ne tient qu'au déplacement de quelques voix et on nous parle, cependant, de légitimité retrouvée !
Une fois encore, les Français sont les grands absents d'un jeu dont on a bien du mal à discerner les règles véritables, cachées qu'elles sont sous une avalanche de slogans, de professions de foi, de promesses.
On nous convie aux urnes, certes, mais quel sens peut-on donner à une responsabilité ne s'exerçant que cinq minutes tous les cinq ans ?

L'État a brisé toutes les entraves, tous les pouvoirs qui le limitaient spontanément. Il est devenu une immense machinerie qui imprime sa marque à la société toute entière et pèse d'un poids toujours accru sur notre vie quotidienne règlementant dans leurs moindres détails nos activités les plus courantes.
Délaissant sa fonction première d'arbitrage national, ce même Etat est à la fois employeur, marchand d'automobiles, de tabac et d'allumettes, éducateur, conseiller familial, banquier, industriel, pompiste, transporteur..
Considéré comme un Dieu que chacun doit vénérer, l'État est partout, il est le tout.
Or un pays ne saurait se prétendre réellement libre que si la puissance politique y est réduite au minimum indispensable. Cela suppose - entre autre - qu'on redonne vie à la collectivité communale, qui doit bénéficier de pouvoirs étendus, et à la région, qui doit retrouver la responsabilité de son environnement, de ses activités économiques et sociales, professionnelles et culturelles.
Sans doute, chaque candidat - ou presque - prend bien soin d'inscrire la décentralisation dans son programme.
Mais il est dommage que leur passé, le système dont ils dépendent (exemple la pratique du cumul des mandats) ne contribuent guère à rendre convaincantes leurs pétitions de principe. Car en cette fin du 20 ème siècle, vouloir imposer à l'État des contre-pouvoirs, vouloir lui imposer la renaissance de communautés autonomes, parait encore relever du scandale.
Mais le vrai scandale n'est-il pas d'interdire toute liberté réelle et de transformer progressivement les Français en un peuple de robots ?

« La France contre les robots » proclamait Bernanos. Ce mot ne s'adresse pas seulement à nos compatriotes. En dépit des sophistes qui voudraient nous faire croire que son temps est révolu, notre patrie demeure— malgré ses manques et ses affaiblissements — l'une des chances du Monde.
Terre d'indépendance qui s'insurgea toujours contre les hégémonies impériales, la France ne saurait être ramenée au second rôle que pourrait lui valoir sa dimension ou sa démographie
La France doit vivre ! Et s'il est vrai que l'on ne peut être Français que parce que Tourangeau ,Corse, Réunionnais ou Breton, il serait absurde d'opposer les solidarités régionales à la communauté nationale, qui les harmonise et en conditionne l'existence.
Non. Le dilemme n'est pas pour notre pays entre un superbe isolement et la disparition au profit d'une mythique fédération européenne.
La France a les moyens de susciter un véritable projet de solidarité pluricontinentale et, tout particulièrement, avec les peuples francophones.
Ces atouts que possèdent la France, veillons à ce qu'ils ne soient pas gâchés !

Nous avons connu l'échec du parlementarisme, l'échec du système présidentiel et, aujourd'hui, nous sommes les témoins de l'échec d'un compromis institutionnel condamné par avance.
C'en est assez !
En me présentant à vos suffrages comme royaliste, je n'ai d'autre désir que de rappeler que nous recouvrerons nos libertés qu'en libérant d'abord l'État. Des partis comme des fédéralités administratives et financières.
A un État tentaculaire, il faut substituer un État-minimum.
Un État dont les caractéristiques fondamentales - indépendance, responsabilité, et continuité en feront le fonctionnaire de la cité et non plus son prédateur.
Un État à visage humain qui, se déchargeant des services,monopoles, offices et régies qui ne sont pas de son ressort, peut permettre cette redistribution du pouvoir à laquelle nous aspirons tous.
Un État dont l'incontestable souplesse et la faculté d'adaptation garantissent qu'il sera à même, si nous le voulons, de répondre aux exigences nées des mutations les plus profondes de notre temps : un État monarchique et populaire.

Convaincus que vous aurez à coeur de ne pas laisser l'exclusivité du débat actuel aux professionnels d'une classe politique qui trouve en elle-même sa propre justification,, les royalistes ont voulu s'adresser à vous pour nouer ce dialogue sans lequel il ne peut exister d'authentique citoyenneté.

D'avance,je vous remercie de nous donner, par vos suffrages, les moyens de le poursuivre.

Fabrice O'Driscoll.

F. O'Driscoll

Correspondance et Dons : Union Royaliste Tourangelle – B.P. 49 RIVES du CHER 37004–TOURS-CEDEX

C.J. IMPRESSIONS